

Mohamed Boudra à la tête du CGLU

« Nous porterons la voix des collectivités territoriales »

Récemment élu à la présidence de l'Organisation Mondiale des Cités et Gouvernements Locaux Unis (CGLU), Mohamed Boudra, qui coiffe également la casquette de maire de la ville d'Al-Hoceima, place le Maroc au firmament des instances de gouvernance locale, à l'échelle continentale et internationale. Ceci, dans un contexte national où le Royaume s'apprête à mettre en œuvre son plan ambitieux de régionalisation avancée. Le sacre de Boudra, obtenu à Durban en Afrique du Sud, n'a par ailleurs pas manqué de faire crisser des dents certaines parties qui ont fait de l'hostilité envers le Maroc et sa cause nationale leur fonds de commerce. Ce qui lui ajoute une dimension diplomatique et politique des plus bienvenues, dans une période où le Maroc ne cesse de marquer des points dans le dossier du Sahara. Interview.



Lire en page 4 l'article de
Bouteina BENNANI

L'élection de Mohamed Boudra à la présidence de l'Organisation Mondiale des Cités et Gouvernements Locaux Unis a fait crisser des dents. Ph. Chkirate

Mohamed Boudra à la tête du CGLU

« Nous porterons la voix des collectivités territoriales »

L'élection de Mohamed Boudra en tant que Président de l'Organisation Mondiale des Cités et Gouvernements Locaux Unis (CGLU) obtenue en terre sud-africaine est incontestablement une victoire pour le Maroc. Victoire politique, diplomatique, mais également économique, tant cette instance internationale effectivement agissante à l'échelle mondiale présente des opportunités à saisir pour un Maroc en pleine mise en œuvre de son plan de décentralisation avancée.

A Durban, le candidat du Royaume l'a emporté à 100 voix contre 60 pour celui de la Russie qui a choisi de se désister lors du dernier tour. Cette réussite et cette nomination à la tête de la CGLU s'expliquent par les capacités hors normes dont a fait montre le candidat Boudra en matière de fédération des hommes et de conciliation des positions. Résultat : une présidence de la CGLU qui n'a jamais été aussi collégiale de par le passé. Cette réussite et cette capacité de mobilisation se sont faites, de l'aveu de Boudra, avec l'appui du ministère de l'Intérieur, en particulier la Direction des collectivités locales, du ministère des Affaires étrangères et des associations marocaines. Ce qui traduit ce souci national de la représentativité internationale en vue de s'en inspirer, dans le cas d'espèce, pour la prochaine mise en œuvre du projet de régionalisation avancée, prônée instamment dans les discours de Sa Majesté le Roi Mohammed VI. L'élection de Boudra s'inscrit enfin en droite ligne de l'engagement du Maroc, au niveau de l'Afrique, pour ce qui est du développement territorial et de la démocratie locale. Désormais, à la manœuvre de cette grande institution, le Maroc a devant lui trois ans pour donner l'exemple et promouvoir le modèle marocain.

Retour sur les implications d'une élection.

- Quel est votre sentiment après votre désignation en tant que Président de la CGLU ?



Était-ce une nomination que vous attendiez et pour laquelle vous avez œuvré ?

- Je sens que j'ai une mission impor-

tante, celle de représenter le royaume du Maroc en présidant la plus grande organisation mondiale des villes et régions.

- Avez-vous profité du soutien politique, logistique ou autre, d'instances étatiques nationales pour accéder à cette présidence ?

Les principes fondateurs de la CGLU

Démocratie locale, gouvernance territoriale et principes de développement durable, ce sont là trois principes du CGLU Monde qui demandent l'unification des efforts pour des solutions innovantes aux différentes questions de développement au niveau local. Aussi, l'AMPCC a assuré, depuis sa création, toute une mobilisation pour marquer sa présence à l'échelle nationale, régionale et internationale. Les interventions ciblaient le renforcement des valeurs autour du développement durable, de la transition territoriale et des contraintes face aux changements climatiques. Tous les indicateurs montrent que le Maroc a réussi à lever haut le flambeau, mais les défis pour ce qui est du développement local sont grands.

nale, régionale et internationale. Les interventions ciblaient le renforcement des valeurs autour du développement durable, de la transition territoriale et des contraintes face aux changements climatiques. Tous les indicateurs montrent que le Maroc a réussi à lever haut le flambeau, mais les défis pour ce qui est du développement local sont grands.

- Le soutien des ministères de l'Intérieur et des Affaires étrangères était déterminant, mais surtout l'unanimité que nous avons réussi à gagner au niveau national et africain nous a donné une crédibilité majeure aux yeux des interlocuteurs mondiaux.

- En 2013, Rabat avait abrité les célébrations du centenaire du mouvement municipal international. Peut-on dire que l'idée d'une présidence marocaine de la CGLU remonte à cette période ?

- Le royaume du Maroc s'est engagé très tôt dans le modèle de décentralisation. C'est ce qui lui a permis de jouir d'une présence importante et respectée au sein des organisations locales et régionales.

- Quels sont vos projets en tant que Président de la CGLU ?

- au niveau des différentes agences des Nations unies et des gouvernements nationaux pour obtenir plus de compétences et de moyens, pour appliquer les visions locales qui sont plus efficaces dans le but d'améliorer les conditions de vie des citoyens et de la planète.

- Vous êtes président de la CGLU, mais surtout maire de la ville d'Al-Hoceima dont on sait tous la crise sociale qu'elle a traversée entre octobre 2016 et mai 2017 et dont les répliques et les suites continuent de temps à autre à animer l'actualité. Que va apporter votre nomination à cette ville ?

- Al-Hoceima comme toutes les villes marocaines bénéficiera des expériences internationales et de possibilités de coopération et d'échange d'expertises. Souvent, les causes des problèmes sont dues aux autres intervenants et les pouvoirs locaux et régionaux sont amenés à les résoudre, sauf que les moyens font souvent défaut. Il s'agit donc d'essayer de ramener des fonds et moyens pour nos collectivités territoriales.

Bouteina BENNANI